

Après des propos indignes, M. Blanquer doit partir

« Il y a des courants islamo-gauchistes très puissants dans les secteurs de l'enseignement supérieur qui commettent des dégâts sur les esprits. Et cela conduit à certains problèmes, que vous êtes en train de constater ».

J.-M. Blanquer devant le Sénat, 22 octobre 2020

Le jeudi 22 octobre, à deux reprises, sur Europe 1 et devant les représentants de la Nation au Sénat, M. Blanquer, ministre de l'Éducation nationale, a mis en cause l'Université, laquelle serait selon lui « ravagée » par des « islamo-gauchistes », une accusation qui relève de la seule invective politique, qui emprunte à une rhétorique dont l'origine se situe à l'extrême-droite et ne se fonde sur aucune preuve avérée. Jouant des amalgames, le Ministre stigmatise les universitaires comme des complices objectifs du terrorisme islamiste en les jetant à la vindicte publique.

Il ne s'agit pas là d'un dérapage : le Ministre lui-même a revendiqué ces mots comme un choix conscient et réfléchi. Dans le sillage d'Emmanuel Macron, qui, le 10 juin dernier, avait accusé les universitaires de sciences humaines et sociales d'encourager « l'ethnicisation de la question sociale en pensant que c'était un bon filon » et de « casser la République en deux », J.-M. Blanquer avait déjà dénoncé « la perméabilité du monde universitaire avec des théories qui sont aux antipodes des valeurs de la République et de la laïcité ».

Ainsi, depuis des mois, par petites touches, se met en place un discours officiel anti-universitaire, sans que jamais la ministre de l'Enseignement supérieur qui devrait être le premier rempart des universitaires contre ces attaques n'ait eu un mot pour les défendre. Un cap vient d'être franchi : en instrumentalisant le meurtre odieux de Samuel Paty pour de pures raisons politiciennes, en s'appuyant sur une propagande brutale, le ministre de l'Éducation nationale attaque le lieu de formation des enseignants du secondaire, le lieu par excellence de l'apprentissage et de l'exercice de la critique argumentée, le lieu de la construction des savoirs sur la société. Il va jusqu'à promettre d'intervenir sur le contenu des enseignements universitaires alors que ceux-ci ne relèvent pas d'une compétence ministérielle quelconque, et encore moins de la sienne. Sauf preuve du contraire, ce n'est pas à partir de contenus universitaires que se radicalisent les terroristes. En revanche, c'est bien sur les bancs de l'université que sont formés les professeurs de l'Éducation nationale, aujourd'hui très justement célébrés pour leur courage et leur dévouement aux valeurs de la République.

Il ne faut pas s'y tromper : de la dénonciation générale d'une institution clé de la République à l'annonce d'une mise sous contrôle du contenu des enseignements qui y sont dispensés, le discours de M. Blanquer s'oppose frontalement à deux piliers de notre démocratie : les libertés académiques, garantes de l'indépendance de la recherche et de la capacité d'une société à développer les savoirs ; la formation des citoyens au sens critique, une fonction sociale cruciale de l'université comme de l'école publiques, afin précisément de combattre les fanatismes et l'intolérance de tous les bords.

Aux antipodes des discours défendant la liberté d'expression et les Lumières, les paroles de certains ministres contribuent à répandre une ombre inquiétante sur notre pays. Par ses propos nauséabonds, M. Blanquer promeut la censure contre l'esprit critique, l'amalgame contre le débat rationnel, le refus du savoir contre l'analyse des sociétés. Cette faute est parmi les plus graves qu'un Ministre en charge de l'Education nationale puisse commettre. M. Blanquer a perdu toute légitimité à occuper sa fonction et rien ne pourra désormais rétablir la confiance. Nous exigeons sa démission immédiate.

Sauvons l'Université !
24 octobre 2020